

MAGAZINE PERSPECTIVE

VOLUME 47 NUMÉRO 1

HIVER 2020



LA SOLIDARITÉ AU RENDEZ-VOUS

DÉLÉGUÉES ET DÉLÉGUÉS
SOCIAUX : UN RÉSEAU
EN PLEINE CROISSANCE
PAGE 24

LA ROSE

DES CONSOEURS
DÉTERMINÉES
PAGE 26

SYNDICALISATION : DE NOUVEAUX HORIZONS

LE STTP ET L'ÉCONOMIE
DES PETITS BOULOTS
PAGE 21



Inclusion financière, diversification des services et amélioration du service postal dans les collectivités autochtones et du Nord

Il est temps d'apprendre à mieux connaître les besoins des populations autochtones et du Nord et d'y répondre. Nous pouvons améliorer les services et en créer d'autres (p. ex., refonte du programme Aliments-poste et mise sur pied d'une banque postale), qui favoriseront l'inclusion, l'équité, l'emploi et l'accessibilité.



Un service postal pour tous!

Table des matières

<i>Perspective se renouvelle</i>	3
Pleins feux sur les membres du Conseil 2019-2023	4
Décisions prises au congrès national	11
Négociations	14
Au-delà du service postal public	16
Élections fédérales : les avantages d'un gouvernement minoritaire	18
L'avenir est à nos portes	19
Justice pour les livreurs et livreuses de Foodora	21
Le réseau des déléguées et délégués sociaux	24
Cinq consœurs dans l'arène politique	26

DONNEZ-NOUS DE VOS NOUVELLES!

Perspective, c'est votre journal national! Il a pour mission de rapprocher les membres, de les informer et de les mobiliser.

La communication n'est pas une voie à sens unique!

Racontez-nous vos luttes et vos préoccupations. Quel message aimeriez-vous transmettre aux membres du STTP? Faites-nous parvenir une lettre à la rédaction, un texte d'opinion ou un article de fond, par courriel (commentaires@cupw-sttp.org) ou par la poste (*Perspective* STTP, 377, rue Bank, Ottawa (Ontario) K2P 1Y3).

PERSPECTIVE STTP

Perspective est publié en français et en anglais par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, 377, rue Bank, Ottawa (Ontario) K2P 1Y3.
Tél. : 613-236-7238 Téléc. : 613-563-7861
www.cupw-sttp.org

Écrivez-nous. Envoyez vos commentaires par courriel à la rédaction, à : commentaires@cupw-sttp.org

Rédacteur en chef : J.-P. Grenier

Production et traduction : C. Benoit, A. Boulet, J.-R. Gaudreau, J. Gillies, G. Laflamme, M. Parrot et M. Prévost

Adjointes et adjoints à la rédaction : D. Bleakney, M. Champagne, B. Collins, C. Girouard, J. Sanderson et J. Simpson

Collaborateurs et collaboratrices : J. Gillies, D. Lemelin, K. Matthews, A. Spires et E. Tobin

Affiliations :

- Association canadienne de la presse syndicale
- Congrès du travail du Canada (CTC)
- Internationale des compétences et des services – UNI
- Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF)
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

POLITIQUE ÉDITORIALE

Votre opinion nous intéresse. *Perspective* publiera toutes les lettres provenant des membres du STTP à condition qu'elles :

- comptent 400 mots ou moins. Des articles plus longs peuvent être soumis à titre de commentaire;
- ne dérogent pas aux politiques et aux principes du STTP, y compris à la politique contre la discrimination et le harcèlement à l'endroit des femmes, des personnes de couleur, des membres des Premières Nations, des Inuits, des Métis, des lesbiennes, des gais, des personnes bisexuelles, des personnes trans et des personnes ayant des limitations fonctionnelles;
- soient dactylographiées ou écrites lisiblement;

- incluent le nom de l'auteur, l'adresse, la section locale et un numéro de téléphone où l'auteur peut être joint en cas de problème.

Perspective publiera des lettres anonymes au besoin. Autrement, le nom et la section locale de l'auteur paraîtront au bas de la lettre.

Perspective communiquera avec les auteurs si la publication de leur lettre pose problème.

Nous acceptons les lettres envoyées par la poste, par télécopieur et par courrier électronique.

RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT



Perspective est imprimé sur du papier Rolland Enviro Satin (70 lb et 50 lb texte). Ce papier contient 100 % de fibres postconsommation, est fabriqué avec un procédé sans chlore et à partir d'énergie biogaz. Il est certifié FSC® et Garant des forêts intactes^{MC}.



Somm@ire STTP



Restez branchés. Soyez informés.

Abonnez-vous @ sttp.ca/fr/Sommaire-STTP





Perspective se renouvelle!

Dans le *Perspective* revampé que vous avez en main, la diversité du contenu est au rendez-vous. Vous pourrez vous tenir au courant de tout ce qui se passe au STTP, que ce soit les campagnes, les travaux des comités, et bien plus encore! Le rapport des syndicats y figure toujours, mais il occupe beaucoup moins de place que dans les numéros précédents.

Le nouveau *Perspective* met l'accent sur les nouvelles qui, auparavant, paraissaient dans les publications nationales que le Syndicat avait l'habitude de publier, notamment le *Bulletin d'action des déléguées et délégués syndicaux*, *Notre santé, notre sécurité* et *la Rose*. Nous avons repensé *Perspective*, et nous en avons fait un magazine qui présente une analyse des enjeux, des décisions et des campagnes qui touchent les membres.

Il y a beaucoup à communiquer, et nous espérons que *Perspective* sera votre source d'information complète sur ce qui se passe au STTP, que ce soit au bureau national, dans les lieux de travail, les collectivités et le mouvement syndical, d'ici et d'ailleurs. Nous invitons les bureaux régionaux et les sections locales à nous faire part de nouvelles qui pourraient être diffusées dans le reste du pays. Les possibilités sont infinies, et nous travaillerons de concert avec les membres pour faire de *Perspective* notre revue d'information par excellence.

Dans le présent numéro, nous analysons les résultats des élections fédérales, présentons les membres du nouveau Conseil exécutif national de 2019-2023, faisons le point sur les négociations, mettons en lumière nos principales campagnes et résumons les grandes décisions prises au congrès national. Nous espérons que cette version revue et améliorée de *Perspective* vous plaira.

Solidarité,


Jan Simpson

Membres du Comité exécutif national



Jan Simpson

Présidente nationale | Section locale de Scarborough

Je tiens à vous remercier de votre soutien et de votre dévouement.

Nous avons mené de nombreuses luttes, et nous en mènerons encore bien d'autres. Si nous sommes solidaires les uns des autres, nous serons victorieux. Pour défendre la justice sociale et l'égalité, nous devons faire front commun, non seulement au sein du STTP, mais aussi avec nos alliés du mouvement syndical et du milieu communautaire.

Notre syndicat est capable d'accomplir de grandes choses, et le mandat actuel comporte des objectifs majeurs. Pour maintenir l'intérêt sur nos négociations, il faut bien faire comprendre au gouvernement que notre lutte n'est pas terminée, que nous attendons toujours la conclusion de conventions collectives négociées, et que nous allons continuer de nous battre pour récupérer le droit à la libre négociation collective. Nous en avons assez des inégalités salariales : les travailleurs et travailleuses que nous représentons ont droit à une juste rémunération et à des conditions de travail qui respectent leur sécurité.

Nous allons continuer de faire valoir notre vision d'avenir du service postal, qui s'appuie sur la protection de l'environnement, la prestation de services de qualité à la population et la création d'emplois.

Notre force réside en vous, les membres. Et c'est avec des membres engagés et mobilisés, surtout les jeunes travailleuses et travailleurs, que nous atteindrons nos objectifs, et ce, en toute solidarité.

Julee Sanderson

1^{re} vice-présidente nationale | Section locale de Saskatoon

L'un de mes principaux objectifs du mandat est d'augmenter notre participation à l'ensemble du mouvement de justice sociale, et plus précisément de travailler à contrer les conséquences des changements climatiques. Notre campagne *Vers des collectivités durables* vise cet objectif, mais nous devons poursuivre nos efforts pour gagner l'appui de la population et faire bouger le gouvernement.

Il est important de collaborer avec les directrices et directeurs nationaux et les régions pour mobiliser les membres et trouver de meilleurs moyens d'appuyer et d'appliquer nos stratégies. Plus les membres sont engagés, plus il nous sera facile de promouvoir nos campagnes et nos causes, et de construire des relations avec nos alliés.

En tant que nouvelle élue au palier national, je tiens à remercier les membres de la confiance qu'ils m'accordent alors que j'entame mon travail pour faire avancer nos priorités et bâtir un syndicat plus uni et solidaire.





Bev Collins

Secrétaire-trésorière nationale | Section locale d'Ottawa

Je me sens privilégiée d'être au service des membres depuis plus de quatre ans. Au cours du présent mandat, je vais continuer d'améliorer l'administration et les finances du Syndicat.

L'union fait la force, et tout au long du présent mandat, je continuerai d'épauler les secrétaires-trésorières et secrétaires-trésoriers de section locale. J'apporterai mon soutien à chaque section locale qui aura besoin d'aide en ce qui a trait aux cotisations syndicales, aux ristournes, aux dossiers des membres, à l'administration financière et aux règlements au palier local. De plus, j'appuierai les groupes qui revendiquent l'équité en veillant à ce que l'équité hommes-femmes soit respectée dans le cadre des délégations et des nominations.

La campagne *Vers des collectivités durables* reçoit un appui extraordinaire de la part du public. Nous avons le devoir d'en faire une réussite. Il est temps que Postes Canada diversifie ses services, qu'elle s'attaque aux conséquences des changements climatiques, qu'elle protège les bons emplois et qu'elle en crée d'autres pour les futures générations de travailleurs et travailleuses des postes.

Carl Girouard

Dirigeant national des griefs | Section locale de l'Outaouais-Québécois

Plus que jamais, des défis de taille attendent les travailleuses et travailleurs des postes. La menace des nouvelles technologies vient s'ajouter aux demandes de concessions de l'employeur, qui exige sans cesse que nos membres en fassent plus pour moins. Nous devons rester unis dans la lutte, combattre l'individualisme et empêcher l'employeur de nous isoler. C'est en travaillant avec acharnement et intégrité que nous parviendrons à un futur meilleur. La lutte continue...



Dave Bleakney

2^e vice-président national | Section locale de Winnipeg

Je crois fermement que les syndicats peuvent faire bien davantage que de simplement négocier des hausses salariales. Au cours du présent mandat, je vais continuer de travailler sans relâche pour améliorer le quotidien des membres et des collectivités dans lesquelles ils vivent et travaillent. Je vais notamment veiller à accroître l'éventail de cours que nous offrons aux membres. L'éducation est un pilier du Syndicat. Elle nous permet de sensibiliser les membres, de former de nouveaux militants et militantes et de bâtir le Syndicat. Le programme d'éducation du STTP va au-delà du milieu de travail. Il offre des cours sur la mondialisation, les droits de la personne et les changements climatiques, et il aide nos membres à jouer un rôle de leadership au sein du Syndicat et dans la collectivité.

Nous devons poursuivre la promotion de l'initiative *Vers des collectivités durables*. Notre planète est en feu et nous avons très peu de temps pour agir. Nous devons tenir tête aux gouvernements et aux grandes entreprises qui continuent de mettre nos vies en danger.

Jean-Philippe Grenier

3^e vice-président national | Section locale de l'Outaouais-Québécois

C'est avec beaucoup de fierté que j'entame mon premier mandat à titre de troisième vice-président national du STTP. J'ai été pendant plusieurs années coordonnateur des campagnes *Sauvons Postes Canada* et *Vers des collectivités durables*, et au cours du présent mandat, je tiens à voir se concrétiser certains éléments de nos campagnes, tels que le début de l'électrification du parc de véhicules de Postes Canada, ainsi que l'établissement d'une banque postale.

Pour faire suite au succès de la campagne de syndicalisation des livreurs et livreuses de Foodora à Toronto et à Mississauga, le STTP doit consacrer tous les efforts nécessaires pour aider les travailleurs et travailleuses de l'économie des petits boulots à se syndiquer.

Il est aussi important d'influencer positivement le gouvernement pour qu'il adopte des lois favorables aux travailleurs et travailleuses.

Enfin, nous devons porter attention à la quatrième révolution industrielle pour ne pas en devenir les victimes. En effet, il ne faut pas que cette révolution se fasse sur le dos de nos emplois et de nos conditions de travail.



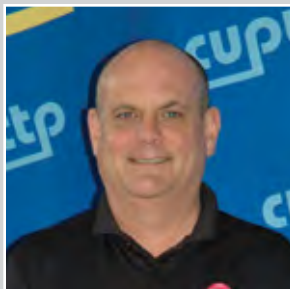
Martin Champagne

4^e vice-président national | Section locale de Montréal

Ensemble, nos membres et notre nouvelle équipe de dirigeantes et de dirigeants auront une multitude de défis à relever. Comme toujours, nous surmonterons ces défis avec passion et force de conviction. Maintenant que nous avons conclu un accord avec Postes Canada sur l'accès à l'information concernant les itinéraires de factrices et facteurs des deux unités de négociation, nous serons en meilleure position de faire respecter nos conventions collectives. Par ailleurs, suite à la décision de l'arbitre Flynn et de la nouvelle annexe négociée sur la charge de travail, nous veillerons à assurer une charge de travail équitable pour les FFRS.



Directrices et directeurs nationaux



Jeff Callaghan

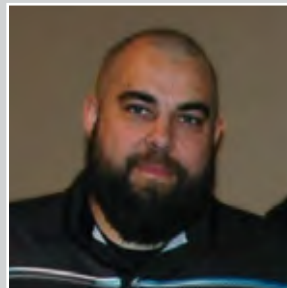
Directeur national, région de l'Atlantique | Section locale de Nova

Les employeurs nous maintiennent dans une situation sans fin de consultations et de négociations, qui s'avèrent bien peu fructueuses pour les membres et le Syndicat. Les efforts qu'ils déploient pour retarder la procédure de règlement des griefs et diviser les travailleurs et travailleuses empirent la situation. Résultat : d'importants dossiers sont en attente d'un règlement depuis déjà trop longtemps, et les membres se sentent souvent démoralisés. Le nouveau Conseil exécutif national doit, en priorité, accroître ses efforts afin de raviver la fibre militante chez les membres et les mobiliser dans le but de tenir tête aux employeurs. Pour y parvenir, nous entendons prendre les trois mesures suivantes : étendre l'offre en matière d'éducation, coopérer efficacement avec nos alliés et le mouvement syndical et donner l'exemple. J'estime que, grâce à sa composition diversifiée, sa force et son courage, le présent Conseil saura atteindre ses objectifs.

François Senneville

Directeur national, région du Québec | Section locale de Québec

Il est important pour moi que le bureau régional se rapproche des sections locales. Pour y arriver, notre région travaille à un projet qui fera en sorte que les membres du bureau régional seront sur la route plus souvent pour être en contact avec les membres. Aussi, en tant que membre du Conseil, je crois qu'il est important qu'on améliore les systèmes désuets et les procédures périmées avec lesquels les représentantes et représentants syndicaux de tous les paliers travaillent tous les jours.



Nancy Beauchamp

Directrice nationale, région du Montréal métropolitain | Section locale de Montréal

C'est avec beaucoup de fierté que j'entame mon premier mandat à titre de directrice nationale de la région du Montréal métropolitain. C'est la première fois qu'une femme accède à ce poste dans ma région et c'est également la première fois qu'un membre de l'unité des FFRS est élu au Conseil exécutif national.

La notion d'équité, pour laquelle les syndicats se battent en général, porte fruit et démontre à quel point le STTP est un syndicat inclusif. L'être humain se doit d'être au cœur de toutes nos préoccupations, décisions et orientations. Il faut, au cours du prochain mandat, mettre en œuvre différentes tactiques afin de revenir à la base et s'assurer que l'être humain au sein de nos rangs se porte bien, qu'il est respecté et qu'il rentre à la maison après le travail dans un état de santé physique et mental sain.

Mark Evard

Directeur national, région du Centre | Section locale de North Bay

Au cours du présent mandat, la région du Centre s'efforcera de fournir à ses nouveaux membres un programme d'éducation qui favorisera leur participation à la vie de la section locale. Pour ce faire, la région mettra sur des cours de niveau plus élémentaire. En ce moment, la région compte deux sections locales sous tutelle, ce qui signifie qu'elles ne sont pas à même de former un comité exécutif. Or, nous aimerions que chaque section locale soit représentée par ses propres membres d'ici la fin du présent mandat.

De par sa nature démocratique, le STTP élit tous ses représentants et représentantes parmi ses membres de la base. Il doit donc fournir à ses membres la formation et l'appui qui les encourageront à briguer des postes électifs aux paliers local, régional et national. Nous avons beaucoup de militantes et militants dévoués sur le terrain. Il faut les identifier et les encourager à assumer des rôles de leadership. C'est grâce à eux que nous sauvegarderons la nature démocratique du STTP, qui fait l'envie de bien d'autres syndicats.

Préparons ensemble l'avenir, pour qu'une nouvelle génération de militantes et militants syndicaux puisse mener à bien les luttes qu'affronteront inévitablement les travailleuses et travailleurs des postes et la population.



Mark Platt

Directeur national, région de l'Ontario | Section locale de Hamilton

Félicitations aux membres élus du Conseil exécutif national, et particulièrement à la consœur Jan Simpson. J'ai hâte de pouvoir travailler avec le Conseil pour obtenir une nouvelle convention collective pour les unités de négociation urbaine et des FFRS.

J'espère aussi que nous saurons panser les blessures des dures batailles politiques du congrès national. Souvenons-nous des mots du confrère Palecek : traitons-nous mieux. Il faut mobiliser les membres et rétablir le respect mutuel dans nos rangs. Canalisons nos efforts pour nous opposer à l'employeur et non pas pour nous attaquer entre nous. Nous devons obtenir des résultats pour les membres et nous méfier des beaux discours. Pas de victoire sans solidarité. Enfin, le Syndicat a besoin d'une stratégie pour affronter la nouvelle vague de changements technologiques déjà en cours.

Walter Woloschuk

Directeur national, région du Toronto métropolitain | Section locale de Toronto

À titre de représentant de la région du Toronto métropolitain au Conseil exécutif national, un de mes principaux objectifs au cours du présent mandat est de trouver des solutions pour éliminer les retards qui affligent la région. Les volumes de colis ne cessent d'augmenter, et nous devons trouver des façons d'acheminer le courrier tout en veillant à la sécurité de nos membres.

Plus que jamais, la solidarité entre les membres est essentielle. Par conséquent, j'aimerais voir une diminution du nombre de conflits entre travailleuses et travailleurs. Au moyen des différents cours et séminaires offerts par le Syndicat, les membres acquièrent de précieuses compétences en leadership qu'ils peuvent ensuite utiliser dans les lieux de travail, et pas seulement dans le contexte d'une salle de réunion.

Il s'agit de mon premier mandat en tant que membre du Conseil, et j'ai hâte de travailler avec mes collègues à renforcer et à soutenir notre syndicat.



Lana Smidt

Directrice nationale, région des Prairies | Section locale de Winnipeg

La source de notre pouvoir, c'est la solidarité. Peu importe l'objectif qu'on se fixe, il faut oublier nos points de discorde et s'unir dans un esprit de confiance et de respect mutuel.

L'augmentation des volumes de colis et la création d'itinéraires plus longs font partie de nos plus grands défis. Nous devons, au cours du présent mandat, trouver des moyens d'organiser et de construire des itinéraires qui répondent aux nouvelles réalités des factrices et facteurs.

Au cours du présent mandat, j'aimerais que notre syndicat mette l'accent sur l'expansion des services et la création d'emplois, ainsi que sur la santé et le mieux-être des membres. Nous devons favoriser un meilleur équilibre travail et vie personnelle, car, pour jouir de la vie à l'extérieur du travail, il faut être en bonne santé, tant mentale que physique.



Coleen Jones

Directrice nationale, région du Pacifique | Section locale de Fraser Valley West

Ma vision pour la région du Pacifique au cours de ce mandat est de former la relève, et ce, dans l'ensemble de la région. Nous devons donner les moyens d'agir à nos sections locales. Pour riposter aux attaques de Postes Canada, nous devons être prêts à tenir tête à la direction à tous les paliers et dans tous les lieux de travail, qu'il s'agisse d'un bureau de poste où travaillent trois membres ou d'un établissement où ils sont un millier par quart de travail. Le Syndicat doit améliorer la communication avec ses membres. Je souhaite rétablir le journal régional, et je veux qu'au moins une personne du bureau régional visite chaque section locale au moins une fois par année. Les conversations en personne constituent le moyen le plus efficace de communiquer entre nous. Nous devons le faire plus souvent. Je suis impatiente de faire équipe avec chaque membre et chaque section locale de la région du Pacifique au cours des quatre prochaines années. Ensemble, nous pouvons accomplir de grandes choses!





Résumé des décisions prises au dernier congrès national

Statuts nationaux

Fonctionnement du congrès

- À l'avenir, 70 % du temps du congrès, exception faite de la journée des élections, sera consacré exclusivement à la discussion et à la mise aux voix des résolutions.

Comité régional de la mesure du travail

- Chaque région a un comité régional de la mesure du travail formé de quatre membres élus et des deux membres de la région élus à titre de membres du Comité national de la mesure du travail. Les membres sont élus à la conférence régionale précongrès. Ils se réunissent deux fois par mandat et ils reçoivent une formation adéquate. La section locale qui fait appel à leurs services en assume les coûts.

Finances

- Le congrès a reconduit le paragraphe 7.20 (fonds de défense) relativement à un déficit ou un excédent du fonds général à la fin d'un exercice financier en changeant la date, de 2019 à 2023.
- À compter du 1^{er} juillet 2020, l'allocation quotidienne prévue au paragraphe 7.42 sera de 18 \$ pour le petit déjeuner, de 20 \$ pour le déjeuner et de 34 \$ pour le dîner.
- L'allocation quotidienne pour les personnes participant à une délégation sera déterminée en fonction de la situation économique du pays de destination.
- Un membre qui fait partie d'un comité de négociation à plein temps ou qui travaille pour le Syndicat pendant plus de trois mois reçoit le même salaire et les mêmes avantages qu'une permanente ou un permanent syndical.

- Lorsque cela est nécessaire, le Syndicat loue un appartement pour chaque membre du Comité de négociation et pour chaque membre qui travaille pour le Syndicat de façon temporaire pendant une période de plus de trois mois. Le Syndicat leur verse une allocation représentant cinquante pour cent (50 %) des montants indiqués au paragraphe 7.42.

Postes nominatifs

- Au début d'un mandat, les postes nominatifs sont annoncés aux membres pour qu'ils puissent poser leur candidature. Le choix des personnes sera fait selon une marche à suivre décidée par le Conseil exécutif national.

Négociations

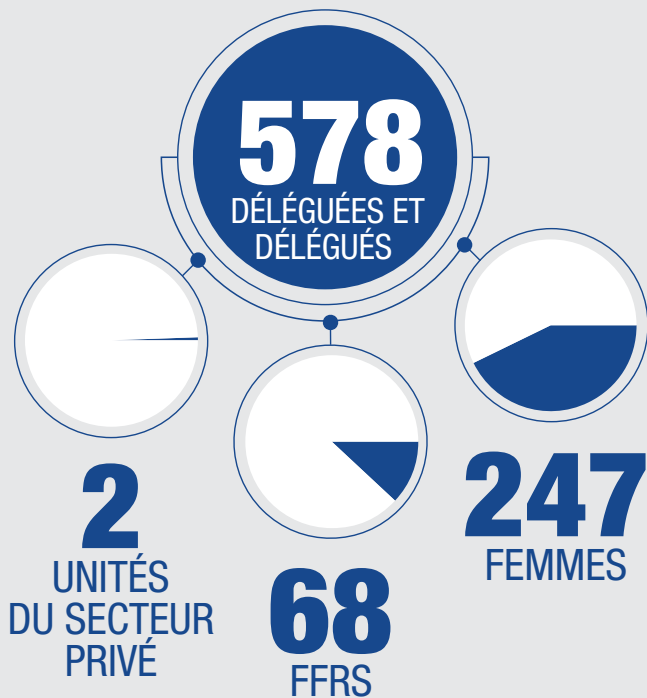
- Les paragraphes 6.04 à 6.21 et 7.48 à 7.51 s'appliquent maintenant à l'unité de négociation des factrices et facteurs ruraux et suburbains (FFRS).

Conférences

- Une conférence des déléguées sociales et délégués sociaux est organisée tous les quatre ans dans chacune des régions, et le financement en est assuré par le fonds général du Syndicat.
- Une conférence nationale des unités du secteur privé a lieu deux fois par mandat et chaque unité de négociation y délègue un membre pour la représenter. Le palier national Syndicat rembourse le plein salaire des membres qui participent à cette conférence.

Déléguées et délégués

578 déléguées et délégués ont participé au dernier congrès national, dont 247 femmes, 68 membres FFRS et deux membres des unités du secteur privé.



Égalité et équité

- La 2^e vice-présidente ou le 2^e vice-président national est responsable du dossier concernant l'égalité des femmes et des groupes revendiquant l'équité en milieu de travail et au sein du Syndicat.
- Le nom d'un des groupes de travail du Comité national des droits de la personne est modifié. On parlera maintenant du groupe des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres et queer (LGBTQ).

Comité national des femmes

- Une procédure est maintenant mise en place pour s'assurer qu'une consœur assume le rôle de présidente d'élection lors de la conférence précongrès.

Politiques nationales et résolutions générales

A – La lutte contre l'employeur

- Le STTP prend toutes les mesures nécessaires pour récupérer au sein de la convention collective de l'unité urbaine le travail des services urbains fusionnés (SUF).
- Pour suppléer les absences au sein des groupes 3 et 4, le STTP favorise le recours, selon la liste d'égalité des chances, aux membres ayant suivi la formation d'apprentis.

B – L'orientation du STTP au sein du mouvement syndical

- Le STTP participe avec le mouvement syndical à la lutte pour obtenir une hausse du salaire minimum à 15 \$ l'heure dans les provinces où le salaire n'a pas encore atteint ce seuil.
- Le STTP, en collaboration avec le Congrès du travail du Canada et la FTQ, développe une série de cours de courte durée pouvant être donnés dans le cadre d'une session d'éducation mixte offerte par le STTP et un conseil du travail. L'un de ces cours constitue une initiation au syndicalisme et est destiné à nos alliés et aux travailleuses et travailleurs non syndiqués.

C – Le STTP et les lois

- Le STTP négocie les futures conventions collectives en y incluant des dispositions visant à prévenir et à combattre le harcèlement psychologique.
- Le STTP revendique à la table de négociation un congé payé pour les victimes de violence conjugale.
- Le STTP milite afin que le 21 juin devienne une journée fériée partout au pays.
- Le STTP maintient la pression sur les différents paliers de gouvernement dans le but d'arriver à instaurer une banque postale.
- Le STTP milite auprès des autorités responsables de la voie publique afin que les utilisateurs de la route respectent un corridor de sécurité pour les membres du STTP.
- Le STTP travaille avec les représentantes et représentants autochtones et des Premières Nations pour exiger que les gouvernements provinciaux et territoriaux du Canada établissent et adoptent des politiques et des pratiques conformes aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada et reconnaissent le jour férié établi par le gouvernement fédéral à titre de journée nationale de la vérité et de la réconciliation.
- Le Syndicat prépare un programme d'action pour renseigner les membres, la population et les élus sur les réalités, l'objectif réel et les effets défavorables des lois sur le prétendu droit au travail.
- Le STTP exerce des pressions et prône la création d'un régime universel gratuit d'assurance-médicaments, d'assurance dentaire et de soins médicaux et paramédicaux nécessaires à la population.

- Le STTP milite pour améliorer le niveau des effectifs dans les centres de soins de longue durée.

D – Le STTP et les questions sociales

- Les dirigeantes et dirigeants à plein temps du STTP ainsi que tous les membres d'un comité exécutif suivent une formation pour reconnaître les cas d'intimidation et de harcèlement et pouvoir prendre des mesures pour les prévenir.
- Le STTP donne son appui à la lutte en faveur d'un programme national de garde d'enfants et d'un programme national de soins aux aînés.

E – Généralités

- Lors d'un appel aux membres intéressés à participer à une activité ou à une délégation, le Syndicat accorde suffisamment de temps aux sections locales pour leur permettre de communiquer l'information à leurs membres.

F – Le STTP et l'environnement

- Le Syndicat n'imprime plus la convention collective provisoire en vue de sa distribution à l'ensemble des membres.
- Le Syndicat influence le gouvernement pour qu'il respecte les traités qu'il a lui-même conclus sur la réduction des conséquences des changements climatiques et de notre empreinte carbone.
- Le STTP se munit, lorsqu'il le peut, de véhicules hybrides ou électriques.





Négociations

Retour en arrière et regard vers l'avenir

Il n'est jamais facile de mener des négociations collectives avec Postes Canada. Toutefois, au début de

la dernière ronde de négociations visant l'unité urbaine et l'unité des FFRS, à la fin de 2017, nous espérions que le processus pour obtenir de nouvelles conventions collectives serait moins ardu que durant les années Harper.

Nous nous sommes donc préparés pour obtenir des résultats concluants. Dès le début du processus, nous avons défini nos principales revendications. Postes Canada savait ainsi que nos chevaux de bataille seraient la santé et la sécurité, les effectifs à plein temps en nombre suffisant, l'équilibre travail-vie personnelle, la rémunération juste, la diversification des services, l'égalité entre les travailleuses et les travailleurs et le redressement des torts subis en 2012.

Avant le début des négociations formelles, et à la demande du STTP, un médiateur est intervenu dans le but de faciliter la discussion et de trouver un terrain d'entente.

En janvier 2018, peu après le début de la médiation, le gouvernement fédéral a finalement rendu publique sa vision d'un service postal renouvelé. Le gouvernement demande à Postes Canada de mettre fin aux compressions de services, et il lui enjoint de se pencher sérieusement sur la diversification de ses services, entre autres mesures.

Nous tenions enfin notre chance. Le gouvernement demandait à Postes Canada d'élargir la portée du service postal, et nous savions que la démarche pouvait se faire par la négociation collective. Mais comme toujours, Postes Canada a refusé de négocier de bonne

foi. Le gouvernement Trudeau s'est défilé de son image sympathique à la cause des travailleurs et travailleuses qu'il claironnait, et nous voici, deux ans plus tard, toujours sans convention collective.

Que s'est-il passé?

Nous connaissons tous les grandes lignes de l'histoire : le Syndicat a organisé des grèves tournantes durant cinq semaines; Postes Canada a inventé de toutes pièces des retards de livraison; et le gouvernement a adopté une loi spéciale de retour au travail. Non seulement nous avons été contraints de rentrer au travail, mais le gouvernement nous a poussés dans un processus d'arbitrage injustifié qui semble interminable.

Pourquoi le processus dure-t-il aussi longtemps? Une grande partie de la réponse repose sur le calendrier des audiences. Il n'est pas toujours facile de trouver des dates qui conviennent à l'arbitre, aux avocats et aux témoins. Par ailleurs, il est très important de présenter à l'arbitre un dossier étoffé, et c'est exactement ce à quoi s'affaire le comité de négociation. Les membres devront vivre avec les changements apportés à leur convention collective pendant de nombreuses années, et il importe que le comité présente une preuve détaillée. Il a interrogé un très grand nombre de témoins et préparé des pages et des pages d'éléments de preuve pour veiller à ce que l'arbitre ait tous les faits en main.

Nous sommes conscients de la frustration qui règne. Nous la ressentons, nous aussi. Nous aurions tous préféré conclure une entente issue de la libre négociation collective. Nous y avons droit, et nous continuons de demander à Postes Canada de revenir s'asseoir à la table, car le comité de négociation est tout à fait convaincu de pouvoir conclure une entente.

De bonnes nouvelles

Avant la grève et l'adoption de la loi de retour au travail, le comité de négociation du Syndicat et celui de Postes Canada étaient tout près d'une entente sur certains points. Malgré l'arbitrage en cours, les deux parties se sont entendues, en juin dernier, pour mettre en œuvre les changements convenus.

Presque tous les membres qui travaillent à Postes Canada seront visés par certains des changements suivants :

Groupe 1

- Assurance-vie et assurance dentaire pour les futurs membres retraités;
- Comité mixte sur la diversité en milieu de travail et l'équité en matière d'emploi;
- Test : Effectifs temporaires appelés au travail en fonction des disponibilités qu'ils auront indiquées à l'employeur.

Groupe 2

- Assurance-vie et assurance dentaire pour les futurs membres retraités;
- Regroupement des articles de courrier de quartier;
- Comité mixte sur la diversité en milieu de travail et l'équité en matière d'emploi;
- Étude du type de courrier (projet de l'annexe « AA »);
- Accès total à l'information relative aux réorganisations;
- Nouveau modèle de livraison (projet de l'annexe « AA »).

Les bulletins de négociation n^{os} 71, 82, 84, 85 et 90 traitent de certains détails relatifs à ces changements. Postes Canada est censée vous avoir informés de certains des changements qui auront une incidence sur vous.

Nous savons que ces changements ne sont pas suffisants, mais ce n'est que le début. Nous entendons poursuivre la lutte au nom des travailleurs et travailleuses. De nouvelles conventions collectives sont nécessaires, de même que de meilleures mesures en matière de santé et de sécurité et une rémunération équitable pour le travail accompli. Postes Canada doit cesser de recourir aux heures supplémentaires pour effectuer les livraisons à temps. Le gouvernement doit investir dans l'avenir du service postal public et des travailleurs et travailleuses des postes.

Services techniques

- Assurance-vie et assurance dentaire pour les futurs membres retraités;
- Comité mixte sur la diversité en milieu de travail et l'équité en matière d'emploi;
- Modification de l'annexe « A » (voir bulletin n^o 090, 13 novembre 2019);
- Comité des groupes 3 et 4.

FFRS

- Assurance-vie et assurance dentaire pour les futurs membres retraités;
- Modification au processus de mise au choix des itinéraires dans le cadre d'une réorganisation;
- Consultation sur les réorganisations;
- Comité d'étude de la teneur du travail;
- Comité mixte sur la diversité en milieu de travail et l'équité en matière d'emploi;
- Accès à l'information relative aux itinéraires de FFRS.





Au-delà du service postal public

Regard sur les unités de négociation du secteur privé



La grande majorité des membres du STTP travaillent directement pour Postes Canada. Toutefois, le STTP représente aussi d'autres travailleurs et travailleuses, dont la plupart œuvrent dans le secteur des messageries. Ensemble, nous nous battons pour protéger, renforcer et élargir les droits de l'ensemble des travailleurs et travailleuses.

Malgré la richesse de son histoire en la matière, le STTP se fait encore demander pourquoi il tente d'obtenir l'adhésion de travailleuses et travailleurs non syndiqués. En fait, la syndicalisation profite à l'ensemble des travailleuses et travailleurs des postes. Quand Postes Canada sous-traite du travail au plus bas soumissionnaire, comme elle le fait pour les services urbains fusionnés (SUF), des pressions à la baisse s'exercent sur les salaires et les avantages sociaux de tous les travailleurs et travailleuses des postes. Non seulement la sous-traitance affaiblit notre pouvoir de négociation, mais en plus, elle tire profit des travailleurs et travailleuses en les traitant comme de la main-d'œuvre jetable.

Par ailleurs, des entreprises de messagerie et de livraison le jour même, ainsi que d'autres entreprises de services logistiques, exploitent leurs travailleuses et travailleurs en leur attribuant à tort le statut d'« entrepreneur indépendant », les privant ainsi de cotisations au Régime de pensions du Canada ou au Régime de rentes du Québec, d'indemnisation en cas d'accident du travail, d'assurance-emploi, etc.

Le bien-fondé de la syndicalisation du secteur des messageries, entre autres, ne fait aucun doute. Elle permet à un nombre accru de travailleuses et travailleurs de défendre leurs droits et d'obtenir les salaires et les conditions de travail que nous méritons tous.

TForce Final Mile

TForce Final Mile offre des services de messagerie le jour même ou le lendemain. Au cours des deux dernières années, le STTP a ratifié des conventions collectives pour les messagères et messagers, ainsi que d'autres employées et employés de l'entreprise à Winnipeg, Saskatoon, Red Deer, Kelowna, Victoria, Prince George, Kamloops et Nanaimo. Nous avons négocié des augmentations de salaire, des congés, une indemnité pour les uniformes et d'autres améliorations. Les pourparlers se poursuivent pour l'unité de négociation d'Ottawa, et nous sommes convaincus de réaliser de véritables gains pour les membres de cette unité.

Section locale 1281 du SCFP

Nous négocions en ce moment une première convention collective pour le personnel de la section locale 1281 du SCFP, qui s'est joint au STTP en 2018. Ces travailleurs et travailleuses offrent des services de représentation syndicale et de soutien administratif à plus de 40 unités de négociation faisant principalement partie de syndicats étudiants, mais aussi de la Guilde canadienne des médias.

Medical Carriers Ltd

Les conductrices et conducteurs de Medical Carriers Ltd. à Winnipeg ont adhéré au STTP en janvier 2018. Ils ont maintenant une première convention collective, issue de l'arbitrage, qui a été ratifiée au printemps dernier.

Pro-Ex

En 2018, nous avons négocié une deuxième convention collective comportant des gains pour les travailleurs et travailleuses de Pro-Ex, une entreprise des SUF dans les provinces de l'Atlantique.

Nous vous tiendrons informés des développements et de la meilleure façon d'appuyer ces confrères et consœurs. Il est essentiel de bâtir notre pouvoir collectif et de tisser des liens de solidarité.

Ensemble, nous pouvons obtenir de meilleures conditions de travail pour tous les travailleurs et travailleuses du secteur de la poste et de la logistique. Dans le monde entier, les syndicats des postes s'efforcent d'accroître le taux de syndicalisation et d'améliorer les normes du travail de ce secteur d'activités.

La syndicalisation n'est pas une activité de tout repos, mais elle consolide notre force et envoie aux employeurs, y compris Postes Canada, un message clair : « non à la division des travailleuses et travailleurs pour mieux les priver de droits et de conditions de travail équitables ». Plus notre solidarité sera grande, plus nous serons en mesure de réaliser des gains.

Nor-Pel

Nor-Pel est une autre entreprise des SUF. Le STTP représente les travailleuses et travailleurs de Nor-Pel à trois endroits en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. En 2018, il a fallu une grève de deux jours pour que l'employeur daigne enfin s'asseoir à la table de négociation. La nouvelle convention collective a été ratifiée à la fin de 2018.

Le STTP représente aussi les travailleuses et travailleurs de Nor-Pel à Thunder Bay, où Postes Canada vient d'accorder le contrat des SUF à une autre entreprise. Le STTP suit le dossier de près.

Eazy Express

Eazy Express est un entrepreneur des SUF à Burlington (Ontario). Les négociations de la prochaine convention collective débuteront sous peu.

Bee-Clean

Nous représentons les employées et employés de Bee-Clean qui effectuent l'entretien ménager de plusieurs installations postales. De plus, l'an passé, nous avons syndiqué les employées et employés de l'entreprise à St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador).

Emergency Care (EMC) Inc.

La section locale Nova Scotia Medical Communications (NSMC), dont les membres sont répartiteurs et répartitrices des services médicaux d'urgence à Halifax et à l'Île-du-Prince-Édouard, est actuellement engagée dans un processus de conciliation avec l'employeur.

Medacom Atlantic

Les travailleurs et travailleuses de cette entreprise sont membres de la section locale de Charlottetown. Leur convention collective arrivera à échéance le 31 mars 2022.

Élections fédérales : les avantages d'un gouvernement minoritaire

Aux travailleurs et travailleuses d'en tirer parti!

Après une campagne électorale difficile, marquée par le scandale et l'incertitude, l'électorat a choisi, le 21 octobre dernier, de donner une autre chance au premier ministre Trudeau et au Parti libéral. Le premier ministre a peut-être réussi à s'accrocher au pouvoir, mais en perdant sa majorité, il a vu sa marge de manœuvre se rétrécir. Il sera dorénavant tenu de travailler avec les autres partis.

Le Parti conservateur ayant remporté 121 sièges, la balance du pouvoir repose sur les autres partis. M. Trudeau devra collaborer avec le NPD, le Bloc Québécois et le Parti vert pour faire adopter des lois. Et quel rôle peuvent jouer le mouvement syndical et les travailleurs et travailleuses des postes? Nous devons saisir l'occasion pour passer à l'action et mettre de l'avant nos priorités.

Nos enjeux durant la campagne électorale

La campagne de 2019 a été différente et plus complexe que les précédentes. Cette fois-ci, nous n'avions pas à nous battre contre les pertes d'emplois et les menaces de privatisation de l'époque Harper. Nous avons donc choisi de nous concentrer sur des questions beaucoup plus vastes que le service postal et de faire la promotion de notre vision, qui fait de Postes Canada un chef de file dans l'édification d'une société écoresponsable :

- Écologisation du service postal : passer aux véhicules électriques, installer des bornes de recharge à l'extérieur des installations postales et soumettre ces dernières à des rénovations écoénergétiques;
- Diversification des services postaux : par exemple, créer une banque postale, mettre sur pied un service de vigilance auprès des personnes âgées, améliorer les services dans les collectivités, en particulier rurales ou autochtones;
- Maintien de la livraison à domicile;
- Protection de la négociation collective libre et équitable.

Nos enjeux ont trouvé écho auprès de la population et de nombreux candidats et candidates. Les partis qui ont adhéré à notre vision durant la campagne électorale sont maintenant bien placés pour influencer le gouvernement minoritaire.

Continuer sur notre lancée

Ce sont des gouvernements majoritaires qui, en 2011 et en 2018, ont imposé aux travailleurs et travailleuses des postes des lois de retour au travail. Les conséquences de la loi imposée en novembre 2018 se font encore sentir aujourd'hui, puisque les conventions collectives d'avant la loi continuent de s'appliquer. À cause de la loi, les travailleurs et travailleuses des postes ont subi, pour une deuxième période des Fêtes consécutive, les conditions de travail des anciennes conventions collectives qui sont responsables d'une hausse sans précédent des accidents du travail. Le nouveau gouvernement libéral minoritaire doit s'attendre à ce que les partis qui ont voté contre la loi en 2018, et avec qui il doit maintenant composer, lui fassent contrepoids sur la question du droit à la négociation collective.

Pendant la campagne électorale, nous avons sollicité les partis politiques pour qu'ils adhèrent à notre vision d'un service postal du 21^e siècle. Nous devons poursuivre sur notre lancée. Nous nous efforçons de rallier le gouvernement et la nouvelle ministre responsable de Postes Canada à notre vision du service postal. Pour y parvenir, nous leur présentons des possibilités de diversification des services et d'initiatives environnementales, tout en veillant à regagner notre droit fondamental à la libre négociation collective.

Nous encourageons les membres à maintenir le cap et à prendre part à l'atteinte de nos objectifs. Ce n'est pas le temps de se désengager de la lutte. Le pouvoir politique ne se résume pas à l'exercice de notre droit de vote. Nous devons faire pression sur les députées et députés nouvellement élus, surtout celles et ceux qui ont souscrit à notre vision durant la campagne électorale, en les obligeant à tenir leurs promesses. Ensemble, nous pouvons améliorer notre avenir!



L'avenir est à nos portes

Pendant de nombreuses années, pour préserver de bons emplois syndiqués et maintenir la qualité du service, le STTP s'est battu contre la privatisation du service postal public. Aujourd'hui, il ne peut plus se satisfaire du statu quo. Il exige une diversification et une amélioration des services postaux, ce qui est non seulement possible, mais indispensable. La population du pays ne fait pas que prêter une oreille attentive à nos idées, elle les applaudit.

Magali Giroux ne peut s'empêcher d'être optimiste lorsqu'elle pense à l'avenir du service postal.

Au cours des quatre dernières années, elle s'est rendue, à plusieurs reprises, dans presque toutes les collectivités du Québec. Elle s'est entretenue avec des citoyens et citoyennes, et elle a rencontré des hommes et des femmes politiques des différents paliers de gouvernement. Son objectif : leur parler de la diversification des services postaux.

« Il y a quatre ans, lorsque j'ai commencé à parler de la diversification des services, on me posait toujours la même question : "Oui, mais, combien cela va-t-il coûter?" Aujourd'hui, ces mêmes personnes viennent me trouver pour discuter de services bancaires et de véhicules électriques. C'est incroyable de voir le changement de mentalité », conclut la consœur Giroux.

Une vision qui plaît

Bien des choses ont changé depuis que la consœur Giroux et un groupe d'autres membres du STTP ont été embauchés pour faire la promotion, dans leur province, d'une banque postale.

Aujourd'hui, l'initiative *Vers des collectivités durables* définit non seulement les idées du STTP en matière d'expansion des services, mais énonce aussi sa vision d'un service postal du 21^e siècle. Ce service postal participe à la lutte contre les changements climatiques et contre la pauvreté, et offre de meilleurs services publics à l'ensemble de la population, tout en créant des milliers de bons emplois syndiqués.

Depuis que le STTP a officiellement relancé la campagne *Vers des collectivités durables* en juin 2018, à l'occasion de la conférence sur les services publics qui s'est tenue à Montréal, il a mobilisé les travailleurs et travailleuses, les collectivités et ses alliés pour bâtir un réseau que le gouvernement ne peut plus négliger.

La nouvelle phase de cette campagne a commencé auprès des membres du STTP. Nous avons visité des centaines de lieux de travail, assisté à des assemblées locales, téléphoné aux membres à l'aide de listes d'appel et sollicité l'appui des travailleuses et travailleurs des postes. Notre pétition a recueilli plus de 30 000 signatures, et nous avons recruté plus d'une centaine de militantes et militants syndicaux.



Nous avons réussi à mobiliser les membres, la population, les municipalités, des groupes pour la justice sociale, de lutte contre la pauvreté et de protection de l'environnement pour qu'ils adoptent notre vision du service postal du 21^e siècle. Plus de 1 000 municipalités ont appuyé la création d'une banque postale et la diversification des services en adoptant une résolution ou en rédigeant une lettre. Nos idées obtiennent aussi l'appui de la Fédération canadienne des municipalités.

Ensemble, nous avons établi des liens avec des groupes de défense des droits, des organismes environnementaux et d'autres syndicats. Plus de 100 organisations ont souscrit à notre campagne et participent activement à la promotion de nos activités et de nos actions.

Ces alliés nous ont appuyés durant nos négociations collectives et les grèves tournantes. Des bénévoles de la campagne *Vers des collectivités durables* se sont joints à nous sur les lignes de piquetage. Ils ont dénoncé la loi de retour au travail en occupant dix bureaux de députées et députés fédéraux. Ils nous ont témoigné leur appui et ont soutenu le droit à la libre négociation collective en organisant le même jour 31 manifestations dans l'ensemble du pays.

Tout au long de la campagne électorale fédérale, nous avons fait pression sur les différents partis politiques pour les inciter à inclure la vision de la campagne *Vers des collectivités durables* dans leur programme électoral. Pour que notre vision d'un service postal vert devienne réalité, il était essentiel que le Syndicat en fasse un enjeu électoral. Le STTP a embauché dix coordonnatrices et coordonnateurs à qui il a confié la tâche de travailler avec les membres au palier local afin de faire avancer nos dossiers et d'obtenir des engagements de la part des candidates et candidats.

Un appel à agir dès aujourd'hui

La coordonnatrice Amanda Nicholls a passé l'été et l'automne à parcourir la région des Prairies. Tant en milieu urbain qu'en milieu rural, elle a participé à des réunions et à différentes activités pour parler de la campagne *Vers des collectivités durables*.

Elle a été renversée par la réaction positive de la plupart des gens qu'elle a rencontrés. Peu importe leur âge, leur sexe ou leur lieu de résidence, ces personnes ont été séduites par une proposition ou par une autre de la campagne.

« Les jeunes ont tendance à s'intéresser davantage à l'aspect environnemental de notre vision. Ils aiment que l'on parle de véhicules électriques et de bornes de recharge, alors que la génération plus âgée, qui affectionne le service postal, trouve nos idées sensées. Les collectivités rurales et du Nord qui sont mal desservies sont ravies de nos propositions sur les services bancaires postaux et l'Internet à large bande », déclare la consœur Nicholls.

Nous sommes à un point tournant de la campagne, et nous ne devons surtout pas ralentir. Nous croyons que Postes Canada ressent les pressions exercées pour l'inciter à adopter des solutions durables. Il faut donc poursuivre nos pressions jusqu'à ce qu'elle n'ait d'autre choix que de prendre des mesures durables sérieuses, comme l'électrification de son parc de véhicules et la rénovation écologique des bureaux de poste. La revitalisation du service postal comprend, bien entendu, d'autres éléments dont la création d'une banque postale, la prestation de services Internet à large bande et un soutien aux personnes âgées pour les aider à demeurer chez elles plus longtemps. Notre vision profitera à l'ensemble de la population et contribuera à accroître la force et le nombre de membres de notre syndicat.

Le militantisme et l'engagement du STTP sont porteurs d'avenir.





Le STTP à la rescousse des travailleurs et travailleuses de l'économie des petits boulots

Des livreurs et livreuses de Toronto, qui en avaient assez de leurs conditions de travail inacceptables et de l'attitude intransigeante de leur employeur, ont commencé à se réunir secrètement dans un parc de Toronto. Une fois par semaine, ils échangeaient des idées sur la façon d'améliorer leur travail. Ils faisaient tous face aux mêmes problèmes : aucune augmentation de salaire depuis des années; indifférence face aux nombreux dangers de leur emploi; et impression d'être traités comme de simples numéros. Leurs plaintes individuelles à la direction demeuraient sans réponse. Finalement, il ne leur restait qu'une seule solution : faire front commun pour améliorer leur sort.

Ils ont d'abord investi temps et efforts pour mobiliser d'autres livreurs et livreuses et créer une communauté. Ils se sont ensuite adressés au STTP pour qu'il les aide à se syndiquer.

Ces travailleurs et travailleuses vivent à domicile, à vélo ou en voiture, les plats que les clients commandent en ligne dans des restaurants au moyen de l'application mobile de l'entreprise internationale Foodora. Les livreurs et livreuses de Foodora sont facilement reconnaissables au sac rose vif dans lequel ils transportent les commandes. À l'échelle nationale, l'entreprise est présente dans sept villes, Toronto étant de loin son plus grand marché. Sa société mère, Delivery Hero, prévoyait réaliser des revenus d'environ 1,9 milliard de dollars en 2019.

Mais comment syndiquer un lieu de travail s'il n'y a pas de lieux de travail? La clé du succès réside dans les liens qui sont tissés avec les autres livreurs et livreuses. Il importe aussi de bien cerner les problèmes au travail vivement ressentis par le plus grand nombre. Les livreurs et livreuses sont constamment sur la route. Ils ne se croisent qu'au hasard et sont connectés uniquement par l'application de l'employeur. Pour parvenir à joindre les centaines de livreuses et livreurs disséminés dans toute la ville, les responsables de la campagne de syndicalisation ont dû faire preuve de créativité.

Ils ont commencé par repérer les secteurs de la ville (Toronto) les plus fréquentés par les livreurs et livreuses de Foodora. Ils s'y sont rendus et ont tenté d'établir un contact avec eux. Si l'un d'eux était pressé, ils lui offraient de faire un bout de chemin à ses côtés. L'objectif de ces brèves discussions était d'en apprendre un peu plus sur les livreurs et livreuses et de susciter leur intérêt pour qu'ils veuillent assister à une réunion. Le STTP a aussi organisé une série d'ateliers sur des sujets utiles aux livreurs et livreuses (comment, par exemple, contester une contravention de stationnement ou effectuer l'entretien de son vélo).

Le taux de participation aux réunions augmentait peu à peu, mais il est vite devenu évident que, pour joindre le plus grand nombre, il fallait agir au grand jour. La campagne publique Justice pour les livreurs et livreuses de Foodora a été lancée le 1^{er} mai, Journée internationale des travailleurs et travailleuses. Conférence de presse,

achat de publicité dans les principaux corridors de transport en commun, création d'une page Web, grands événements publics, le STTP n'a pas lésiné sur les moyens pour faire connaître la campagne de syndicalisation et attirer d'autres livreurs et livreuses. En braquant les projecteurs sur les enjeux de la campagne, notre sortie publique a permis d'atteindre ces objectifs.

Elle a également permis de réfuter les idées préconçues au sujet des livreurs et livreuses (c'est-à-dire qu'il s'agit d'un deuxième ou même d'un troisième emploi, ou qu'ils sont tous des jeunes en quête de sensations fortes). Comme tous les autres travailleurs et travailleuses, ces gens ont des droits en matière de travail, et ils méritent un avenir sûr. Le mouvement syndical a utilisé cette campagne pour dénoncer activement l'exploitation des travailleurs et travailleuses de l'économie des petits boulots.

Tout au long de l'été, le Syndicat a poursuivi son travail de sensibilisation auprès de la population et a continué de faire signer des cartes d'adhésion. À la fin de juillet, convaincu d'avoir un nombre suffisant de cartes, le STTP a présenté à la Commission des relations de travail de l'Ontario une demande d'accréditation à titre d'agent négociateur des livreurs et livreuses de Foodora à Toronto et à Mississauga. S'est ensuivi un vote secret électronique qui s'est étalé sur cinq jours. Nous attendons les résultats.

L'attente est en partie attribuable au fait que Foodora conteste le droit des livreurs et livreuses de se syndiquer. En effet, l'entreprise les considère comme des entrepreneurs indépendants et non comme des

employés ou des entrepreneurs dépendants. Ce faisant, elle se sert d'une ruse très prisée des employeurs parce qu'elle leur permet de se soustraire aux droits fondamentaux des travailleurs et travailleuses et aux responsabilités primordiales qui leur incombent, comme payer des cotisations à l'assurance-emploi ou au Régime de pensions du Canada (ou au Régime de rentes du Québec). Postes Canada a profité de ce système pendant des années avec les FFRS, et bon nombre des membres du secteur privé que nous représentons déjà, comme ceux qui travaillent pour TForce, ont été classés à tort comme entrepreneurs indépendants jusqu'à ce qu'ils se syndiquent auprès du STTP et contestent leur statut.

Aujourd'hui, les employeurs se servent de l'économie des petits boulots (remplacement d'emplois stables et permanents par une mosaïque de petits contrats, souvent gérés par une application) pour se dérober à leurs obligations en soutenant que leurs travailleuses et travailleurs sont des entrepreneurs indépendants. Nous savons qu'il n'en est rien, et nous sommes convaincus que la Commission des relations de travail sera elle aussi de cet avis.

Ici et dans le monde entier, le mouvement syndical et les employeurs de l'économie des petits boulots ont les yeux rivés sur nous. Notre victoire pourrait constituer un moment décisif pour l'avenir du mouvement syndical. Cette lutte se poursuivra tant que la démocratie et les droits des travailleurs et travailleuses ne feront pas partie intégrante du monde du travail.



SE SYNDIQUER, POUR MOI, C'EST...

« Se syndiquer, c'est faire front commun contre l'exploitation des employeurs. C'est le pouvoir de changer les choses. C'est aussi le droit à la liberté des travailleurs et travailleuses. »

Ahmad Gerbou



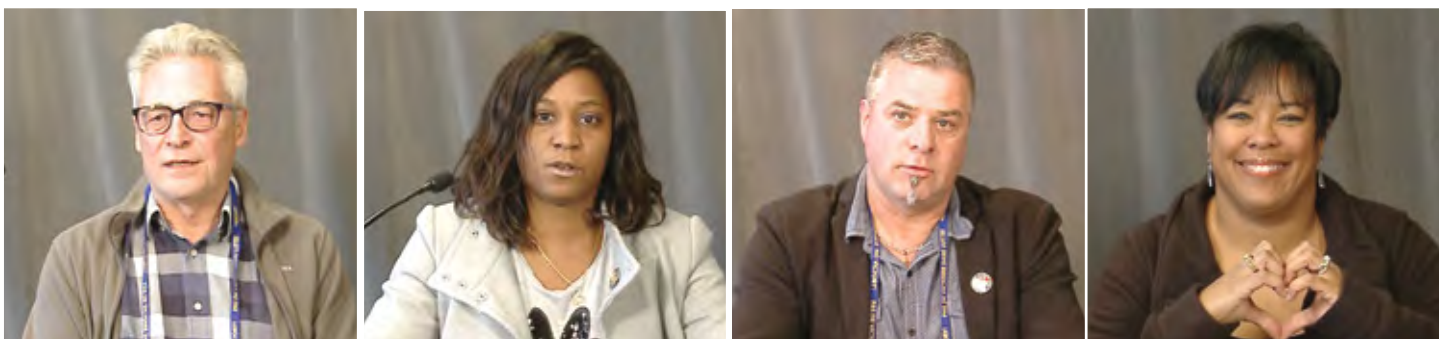
« Dans un contexte de précarisation des emplois, se syndiquer, c'est renseigner les travailleurs et travailleuses et se battre pour obtenir des protections dans un milieu où tout a été pensé pour nous empêcher de nous sentir en sécurité. »

Tess Siksay



Le réseau des déléguées et délégués sociaux

Qu'est-ce que le réseau des déléguées et délégués sociaux? *Un réseau d'entraide en milieu de travail.*



Principes du réseau :

- recherche du mieux-être des membres
- aide volontaire
- respect de la personne
- entraide et prévention.

Raison d'être du réseau :

Endettement, épuisement professionnel, jeu pathologique, alcoolisme, toxicomanie, trouble de santé mentale et autres problèmes personnels : tous ces facteurs nuisent au travail des membres, à leur qualité de vie et à celle de leurs proches.

Toutes les régions du STTP ont participé à la mise en place du réseau, par conséquent, nous pouvons compter sur un réseau de plus de 250 personnes prêtes à intervenir pour aider nos consœurs et confrères de travail qui vivent des difficultés.

Qui sont les déléguées et délégués sociaux?

Ce sont des membres actifs du Syndicat qui privilégient l'entraide auprès des membres vivant des difficultés. L'entraide repose sur l'écoute et consiste à aiguiller, vers des ressources syndicales, communautaires et professionnelles, les membres qui en expriment le besoin.

Leur rôle :

Écouter, aiguiller vers des services d'aide, assurer un suivi et faire de la prévention.

L'important pour les déléguées et délégués sociaux est de répondre aux besoins du milieu. Les relations reposent sur une aide d'égal à égal offerte aux membres par des membres.

Les déléguées et délégués sociaux ne sont ni des spécialistes, ni des thérapeutes, mais plutôt des hommes et des femmes qui connaissent leur milieu de travail.

Les déléguées et délégués sociaux n'exercent aucun rapport d'autorité et peuvent vous aider, dans le respect de vos choix et en toute confidentialité.

Si vous avez besoin d'écoute, d'information, de réconfort, d'aide, de soutien, d'aiguillage vers des services d'aide, les déléguées et délégués sociaux sont là pour vous.

Informez-vous auprès de votre section locale pour savoir qui est votre déléguée sociale ou votre délégué social.





Cinq consœurs montées dans l'arène politique pour faire valoir les intérêts des travailleuses et travailleurs.

Être membre d'un syndicat, c'est avoir de nombreuses occasions de changer la donne, et celles et ceux qui décident de relever ce défi peuvent compter sur l'aide extraordinaire de leurs consœurs et confrères.

Tout comme vous, nous savons qu'il est difficile de se mobiliser et de rester optimistes alors que nous sommes encore dans le processus d'arbitrage imposé par la loi de retour au travail. Cinq consœurs du STTP ont toutefois vu dans les dernières élections fédérales une occasion de pousser leur engagement encore plus loin.

Kathleen Mpulubusi était la candidate néo-démocrate dans la circonscription de St. Albert—Edmonton, en Alberta. Elle s'implique au sein du Syndicat (agente de la mesure des itinéraires et secrétaire-archiviste de sa section locale) et du mouvement syndical albertain (représentante auprès de la fédération du travail de l'Alberta) parce qu'elle en a assez de voir les employeurs se cacher derrière de beaux discours sur des conditions de travail sécuritaires alors qu'ils se fichent des préoccupations des travailleuses et des travailleurs. « J'étais de plus en plus frustrée et en colère contre Postes Canada et sa quête de profits et d'une productivité toujours plus grande au détriment de nos conditions de travail, et ce, alors que le taux d'accidents de travail monte en flèche », confie-t-elle.

« Je voulais être candidate pour que plus de voix féminines soient entendues. J'ai aussi décidé de me présenter parce que j'étais frustrée de constater que les députées et députés conservateurs de l'Alberta ne parlent pas en mon nom et ne défendent pas vraiment mes valeurs. Je voulais convaincre la population que la voix des élues et élus de l'Alberta doit être plus diversifiée. La mentalité albertaine à un seul parti n'a pas bien servi notre province. »

Tout au long de sa campagne, elle a reçu beaucoup de soutien de ses consœurs et confrères de la section locale d'Edmonton.

Natasha Fryzuk et Kathleen Bowman se sont également présentées dans les circonscriptions rurales voisines de Battle River—Crowfoot et Yellowhead, aussi en Alberta.

Au début, Natasha n'était pas sûre de vouloir se présenter. « Lorsque j'ai appris que j'allais être candidate, j'assistais à une formation destinée aux déléguées et délégués sociaux. Je vois le militantisme syndical autrement depuis que je fais partie du réseau des déléguées et délégués sociaux. J'ai réalisé que la campagne électorale était une chance en or de défendre les intérêts des travailleuses et travailleurs. Combattre l'employeur ne suffit pas. Nous devons nous serrer les coudes. »

Elle voudrait qu'on garde en tête le fait que notre système électoral actuel nous force à en faire un peu plus pour défendre les personnes marginalisées et leur

redonner espoir. « Ce qui m'a le plus étonnée, c'est de parler aux gens de ma circonscription – l'une des plus conservatrices en Alberta – et de réaliser qu'on ne peut pas mettre tous les Albertains dans le même panier. Il y a toujours des voix qui ne sont pas entendues. Le sentiment de division ne changera rien à cela. C'est ce qui me donne envie de continuer. Si nous voulons du changement, nous devons l'amorcer et travailler ensemble. »

Les trois membres d'Edmonton ont continué de travailler à plein temps à Postes Canada tout en respectant les nouveaux engagements de leur campagne.

Kathleen Mpulubusi regrette que le STTP n'ait pas eu suffisamment d'impact en Alberta aux dernières élections. Mais sans ces trois candidates, notre impact n'aurait certainement pas été aussi grand. Le STTP est fier de la façon dont elles ont défendu les travailleuses et travailleurs. Devant le peu de chances de remporter un siège, la lutte pour défendre celles et ceux qui se sentent oubliés exige beaucoup de courage.

Ce principe s'applique lui aussi au reste du pays : Monique Allard, travailleuse des postes retraitée, a été candidate du Bloc Québécois dans Brome—Missisquoi.

Karine Trudel, ancienne membre du STTP, a été élue députée de Jonquière, en 2015. Elle s'est présentée de nouveau en 2019, mais a annoncé qu'elle quitterait la politique après avoir terminé deuxième, derrière le candidat du Bloc Québécois. Le STTP apprécie grandement le travail de la consœur Trudel à la Chambre des communes dans le dossier de Postes Canada, y compris le rôle qu'elle a joué à la fin de 2018, lorsque ses collègues du NPD et elle ont pris position contre le projet de loi C-89, la loi de retour au travail des libéraux.

« Je suis fière et reconnaissante d'avoir siégé à la Chambre des communes pour défendre les intérêts des travailleuses et travailleurs des postes face à une loi qui a eu une incidence directe sur nos conditions de travail, confie Karine. Nous devons faire preuve de leadership dans nos collectivités et promouvoir les intérêts des travailleurs et travailleuses. »

Nous tenons à féliciter et à remercier nos cinq consœurs d'être montées dans l'arène politique pour faire valoir les intérêts des travailleuses et travailleurs.

Les occasions de se mobiliser et d'avoir un impact positif ne manquent pas. Elles exigent cependant beaucoup de travail et de dévouement. Mais vous constaterez sûrement que la gratitude et l'énergie qui découlent de la création d'un milieu de travail plus juste et d'une société meilleure en valent la peine.



**Kathleen
Mpulubusi**



**Natasha
Fryzuk**



**Kristine
Bowman**



**Monique
Allard**



**Karine
Trudel**

Photo des partis politiques - Kristine Bowman, Monique Allard et Karine Trudel

Dire leur nom.



SIX DÉCEMBRE

Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes



*Se souvenir.
Agir.*

6 décembre 1989

Geneviève Bergeron, 21^{ans} – Hélène Colgan, 23^{ans} – Nathalie Croteau, 23^{ans} – Barbara Daigneault, 22^{ans}
Anne-Marie Edward, 21^{ans} – Maud Haviernick, 29^{ans} – Barbara Klucznik-Widajewicz, 31^{ans}
Maryse Laganière, 25^{ans} – Maryse Leclair, 23^{ans} – Anne-Marie Lemay, 22^{ans} – Sonia Pelletier, 23^{ans}
Michèle Richard, 21^{ans} – Anne St-Arneault, 23^{ans} – Annie Turcotte, 21^{ans}

Travailleurs et travailleuses des postes : aidez-nous à mieux comprendre vos conditions de travail et à les améliorer

Notre étude vise à mieux comprendre le stress que vous vivez au travail et ses effets sur votre bien-être. Elle cherche aussi à cerner les ressources susceptibles de vous aider à gérer votre stress.

Démarche

Nous aimerions que vous preniez environ 20 minutes de votre temps pour répondre à un questionnaire. L'étude est d'une durée de six mois. Nous vous inviterons à répondre à un questionnaire semblable au printemps et à l'automne 2020.

À propos du questionnaire

- **Confidentialité.** Vos réponses demeureront strictement confidentielles et serviront exclusivement à l'étude. Personne au STTP ni à Postes Canada ne connaîtra vos réponses.
- **Simplicité.** Pour remplir le questionnaire en français, utilisez le lien suivant : www.uqtr.ca/sante_travail_membres_STTP. Pour le remplir en anglais, utilisez ce lien-ci : www.uqtr.ca/CUPW_Members_Occupational_Health.
- **Gratitude.** Pour vous remercier de votre participation, l'équipe de recherche fera un don à l'organisme caritatif de votre choix à partir d'une liste d'organismes déjà sélectionnés.
- **Questions?** Pour en savoir davantage sur l'étude, n'hésitez pas à communiquer, par courriel, avec sa coordonnatrice, M^{me} Angeliki Pitsikoulis : pitsikoulis.angeliki@courrier.uqam.ca.

Si vous avez répondu au questionnaire au printemps ou à l'été de 2019, vous ne pouvez pas y répondre de nouveau.

Nous vous remercions de votre participation à notre étude.

Angeliki Pitsikoulis
Étudiante au doctorat en psychologie, Ph.D/Psy.D
Université du Québec à Montréal

Sarah-Geneviève Trépanier, Ph.D
Professeure, département de gestion
des ressources humaines
Université du Québec à Trois-Rivières

The background is a vibrant blue with white line-art illustrations. At the top, a recycling symbol, a car, and a document with a checkmark are shown with arrows pointing towards the center. Below these, a large red banner contains the text 'VERS DES COLLECTIVITÉS DURABLES'. The banner is surrounded by various icons: a sun, clouds, birds, wind turbines, solar panels, a recycling symbol, a recycling bin, a car, a car with a charging symbol, a house, and a barn. The overall theme is sustainable development and community services.

VERS DES COLLECTIVITÉS DURABLES

UN SERVICE POSTAL POUR TOUS

Faites-vous entendre. Rendez-vous à :

CollectivitésDurables.ca